

Quelles sont les conséquences prévisibles de l'accord de gouvernement sur le budget et le marché du travail belge?

Yves Saks & Hervé Godefroid

Séminaire enseignants – 15 octobre 2025



1

Quelles sont les conséquences prévisibles de l'accord de gouvernement pour notre marché du travail ?

2

Quelles sont les conséquences prévisibles de l'accord de gouvernement sur le budget ?

Les réformes du marché du travail

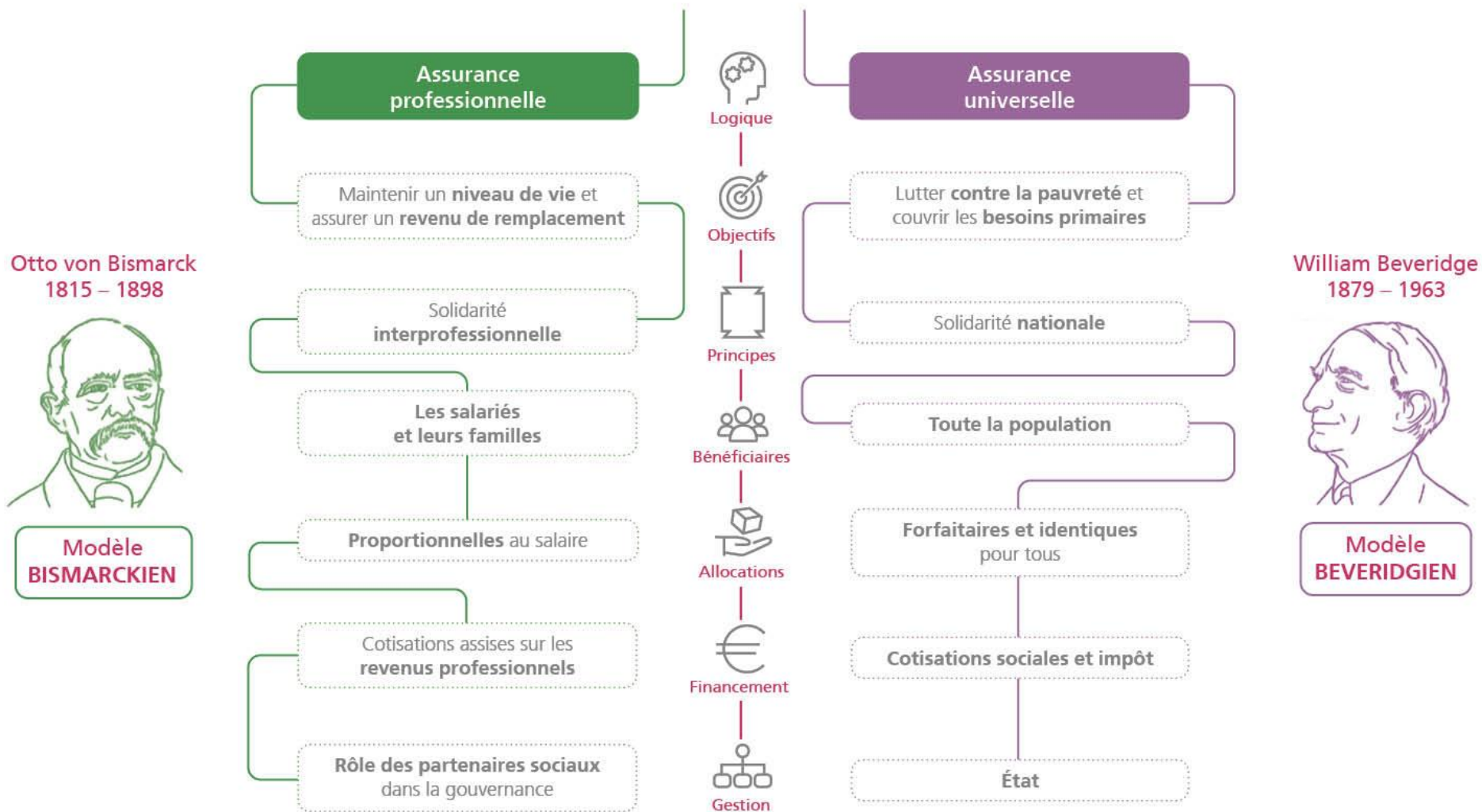
1. Les modèles de sécurité sociale et les défis

2. Réforme de l'assurance chômage

3. Réforme des fins de carrière

4. Réforme de l'incapacité de travail

Les modèles de sécurité sociale



Le système de sécurité sociale en Belgique fait face à des grands défis

- Poids du coût du travail (salaires et cotisations sociales)
- Vieillissement de la population
- Mutation des types de famille (part des isolés ↗, ...)
- Développement du travail indépendant
- Rapidité des changements technologiques impliquant davantage de réallocations
- Dialogue social moins aisé dans une société plus complexe
- Concurrence internationale

Réforme de l'assurance chômage

Pourquoi une assurance chômage ?

- **L'assurance chômage permet de lisser la consommation des individus dans le temps**, en évitant une chute brutale du niveau de vie après une perte d'emploi
- **Les individus ne peuvent pas s'assurer efficacement contre le chômage par des moyens individuels** (épargne ou assurance privée)
 - risques macroéconomiques non diversifiables (crises économiques touchant tout le monde en même temps),
 - imperfections du marché du crédit (accès limité en période de chômage),
 - rationalité limitée des individus (temps nécessaire pour trouver un nouvel emploi, ...).
- **Problèmes d'antisélection et d'aléa moral rendant une assurance privée inefficace**

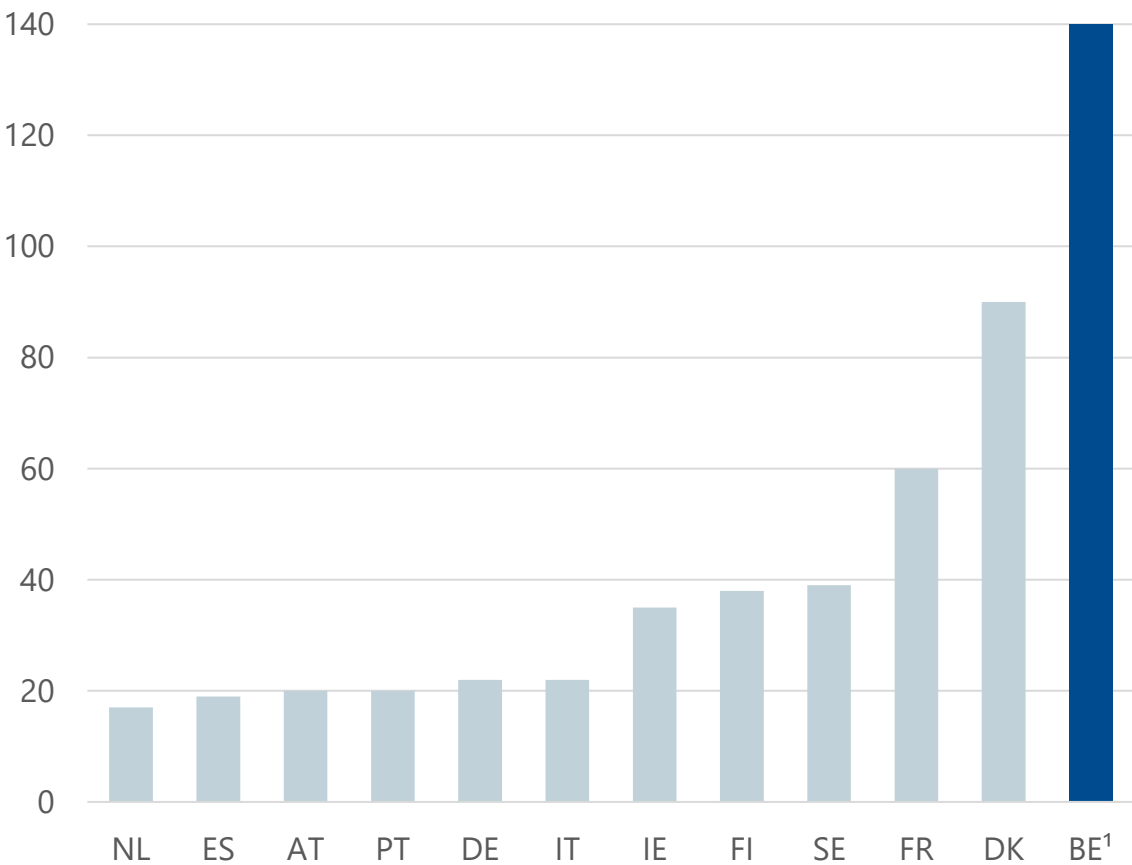


Tout système d'assurance chômage doit trouver un équilibre entre :

- protection contre la perte de revenu
- et les incitations (éviter de retarder la reprise d'activité)

Le système d'assurance chômage : comparaison internationale

Durée d'indemnisation par l'assurance chômage
(nombre de semaines après une année en emploi, 2023)



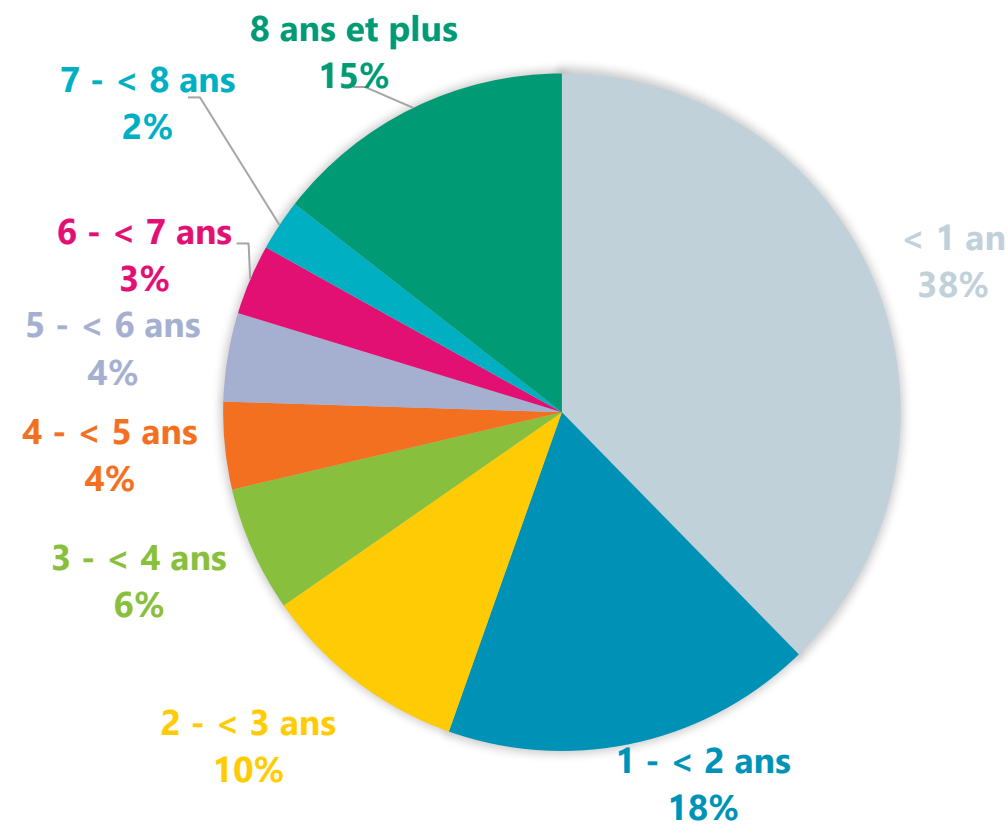
Taux de remplacement nets pour les bas salaires²
(pourcentages, 2024)

	Après 1 mois	Après 12 mois	Après 2 ans	Après 3 ans
IT	88	74	60	45
FR	87	82	82	59
FI	87	79	67	67
AT	87	71	71	71
BE	87	81	75	73
DE	87	81	61	61
NL	86	78	60	60
USA	80	42	42	42
SE	79	79	76	76
UK	74	58	58	58

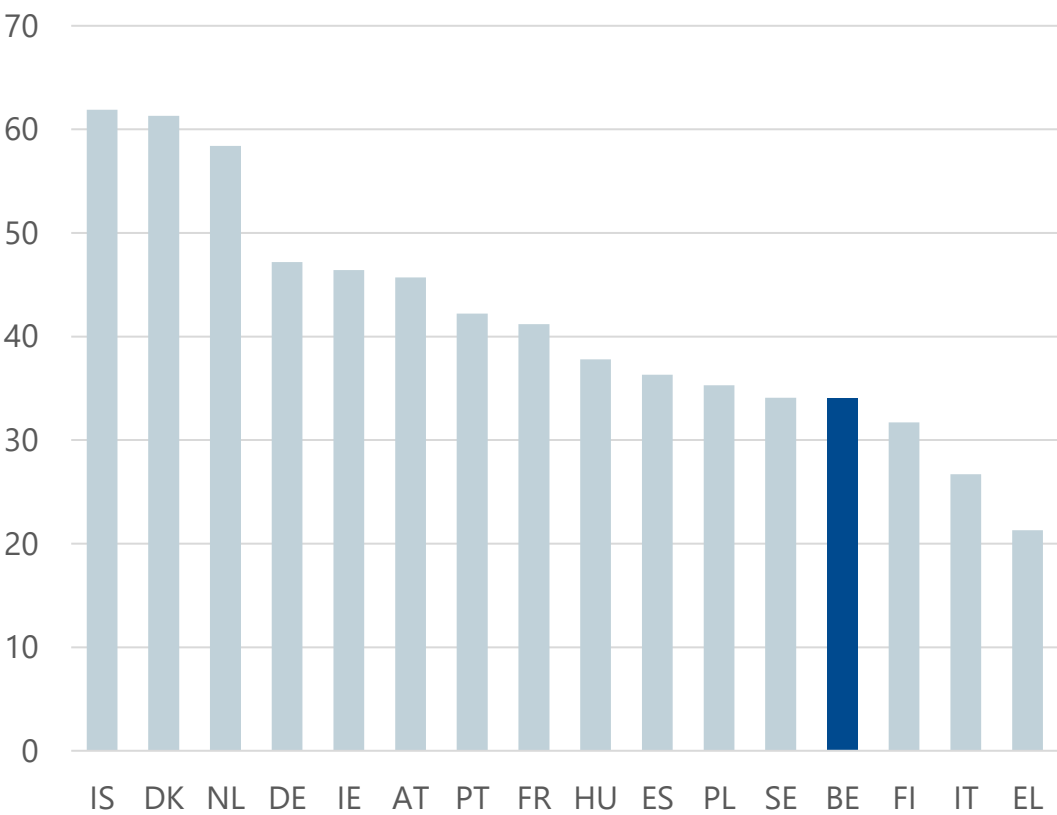
Sources : CE, OCDE.
¹ La durée d'indemnisation n'était pas limitée dans le temps, avant l'entrée en vigueur de la nouvelle réforme.
² Couvre aussi la période d'assistance sociale, lorsque l'indemnisation par l'assurance chômage est arrivée à son terme.

Le système actuel trop peu incitatif à la reprise d'activité ?

Répartition des chômeurs complets indemnisés
(pourcentages, 2025, selon la durée de chômage)



Transition du chômage à l'emploi
(pourcentages, annuel, 2024)



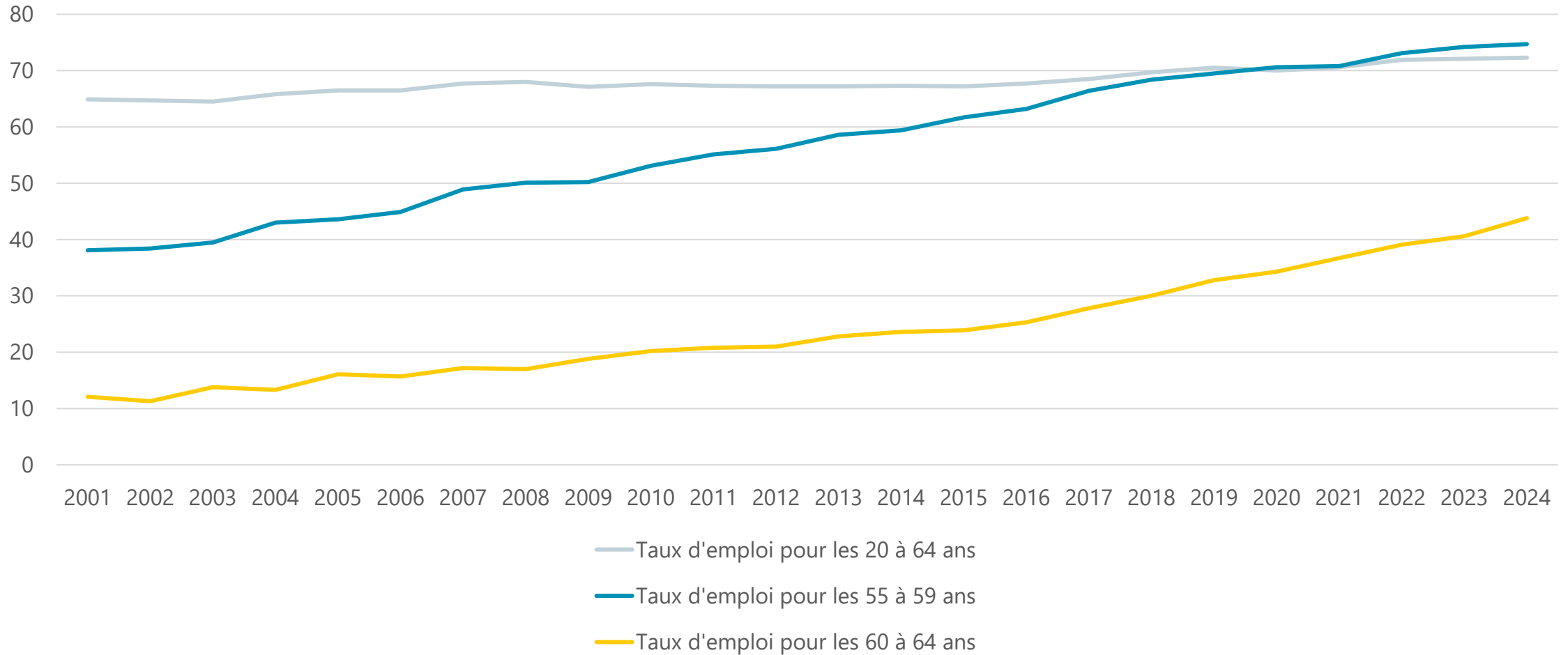
Quelles sont les réformes ?

- **Limitation dans le temps des allocations de chômage.** La durée des allocations de chômage est limitée entre un an et maximum deux ans, en fonction du passé professionnel. Pour les jeunes quittant l'école, la durée du stage d'insertion est réduite, mais l'allocation d'insertion est limitée à une durée maximale d'une année.
- **Renforcement de la dégressivité des allocations.** La dégressivité est renforcée en relevant le plafond salarial pendant les trois premiers mois et également les trois mois suivants de chômage. Après un an de chômage, l'allocation est ramenée à un montant forfaitaire.
- **Démission indemnisée avec une allocation temporaire.** Une fois dans sa carrière, un salarié peut démissionner et recevoir une allocation de chômage pendant au maximum six mois, à condition d'avoir une carrière d'au moins dix années de travail effectif.

Réformes de la fin de carrière

Le taux d'emploi des 55 ans et plus a progressé

Taux d'emploi des personnes de 55 à 64 ans
(pourcentages de la population d'âge correspondant)

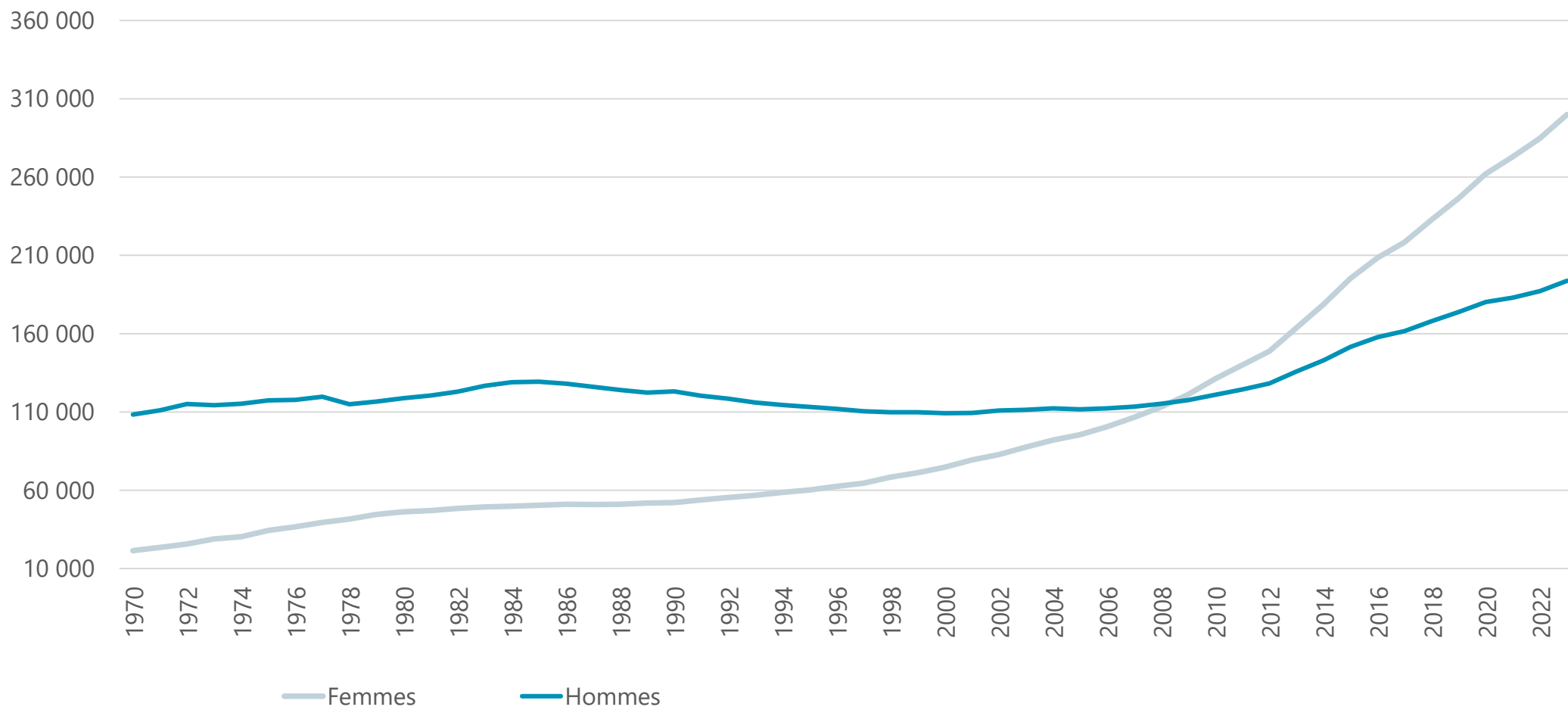


Quelles sont les réformes ?

- Suppression du bonus de pension actuel, remplacé par une correction actuarielle (bonus-malus) liée à l'âge légal de départ à la retraite ;
- Assimilation des périodes de chômage, des prépensions, de pseudo-prépensions et crédit temps fin de carrière à un salaire fictif limité ;
- Accès à la retraite anticipée à partir de 60 ans, moyennant une carrière d'au moins 42 années comprenant un minimum de 234 jours de travail effectif par an ;
- Diminution des différences entre le système des pensions du secteur privé et du secteur public : suppression des tantièmes préférentiels pour les fonctionnaires, âge de la retraite relevé pour les militaires et SNCB, système pour l'incapacité de travail dans le public réformé, etc.
- ...

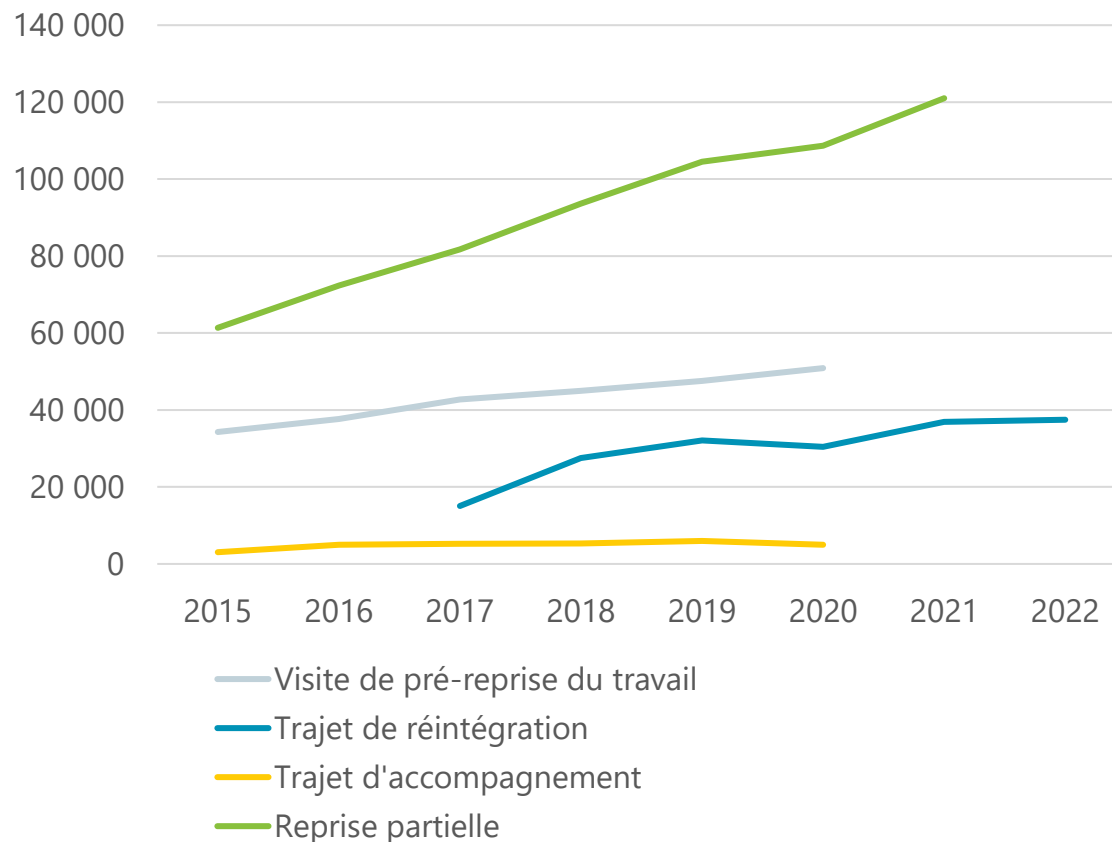
Réforme de l'incapacité de travail

Le nombre de salariés en invalidité a fortement augmenté, d'abord parmi les femmes



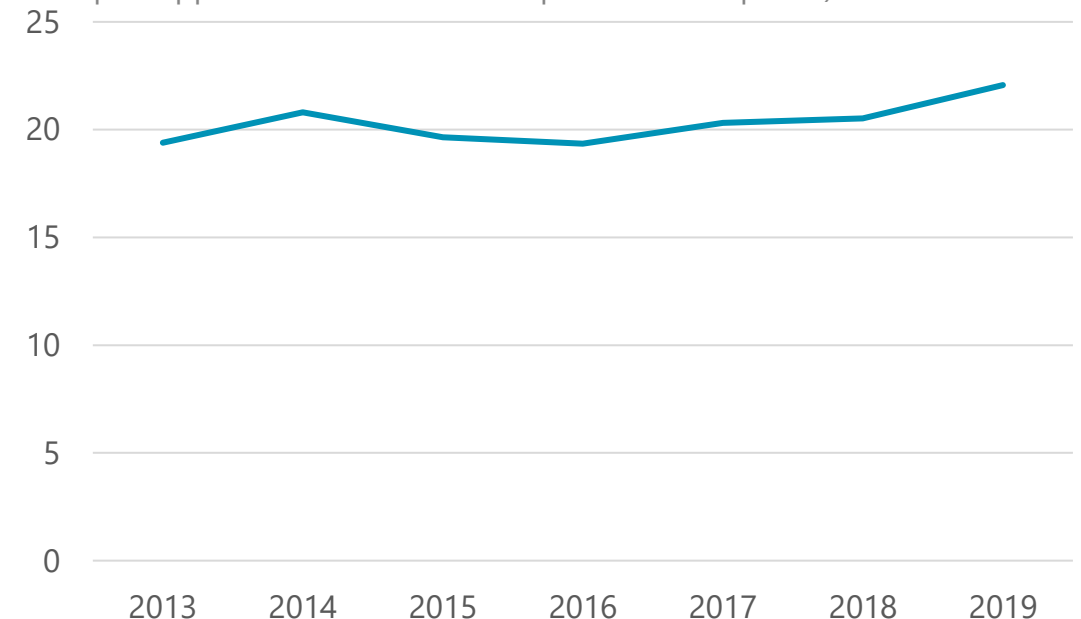
Le recours aux instruments de réintégration est en augmentation, mais cela ne se traduit pas (encore) par une augmentation des sorties

Nombre d'utilisateurs¹ des instruments de réintégration



Probabilité d'incapacité de longue durée

(pourcentages d'épisodes d'incapacité d'une durée d'au moins un an par rapport au nombre total d'épisodes d'incapacité)



Quelles sont les réformes ?

- **Responsabiliser les employeurs** : intervention de l'employeur pour le financement de 30% des allocations de maladie durant le 2ème et 3ème mois d'absence du travail (pour les travailleurs âgés entre 18 et 54 ans).
- **Encourager le processus de réintégration**. Après huit semaines d'incapacité, les employeurs doivent faire évaluer le potentiel de travail de leur travailleur par le service externe de prévention, et, le cas échéant, entamer un trajet de réintégration.
- **Responsabilisation des autres acteurs** : outre assurés et employeurs, aussi médecins généralistes, services publics de l'emploi et mutuelles

Conclusion

- Le marché du travail en Belgique est insuffisamment transitionnel : le retour vers l'emploi des personnes au chômage ou en inactivité est faible
- La progression du taux d'emploi des âgés a été remarquable sur les 20 dernières années, même si certains quittent encore le marché du travail de façon prématurée
- Ce sont surtout la limitation dans le temps des allocations de chômage et la réforme des pensions qui devraient à court terme favoriser l'emploi, mais elles peuvent comporter des risques pour les groupes vulnérables
- Des faiblesses structurelles demeurent (mobilité, pénuries, formation permanente, coût du travail, ...)



1

Quelles sont les conséquences prévisibles de l'accord de gouvernement, notre marché du travail et l'économie ?

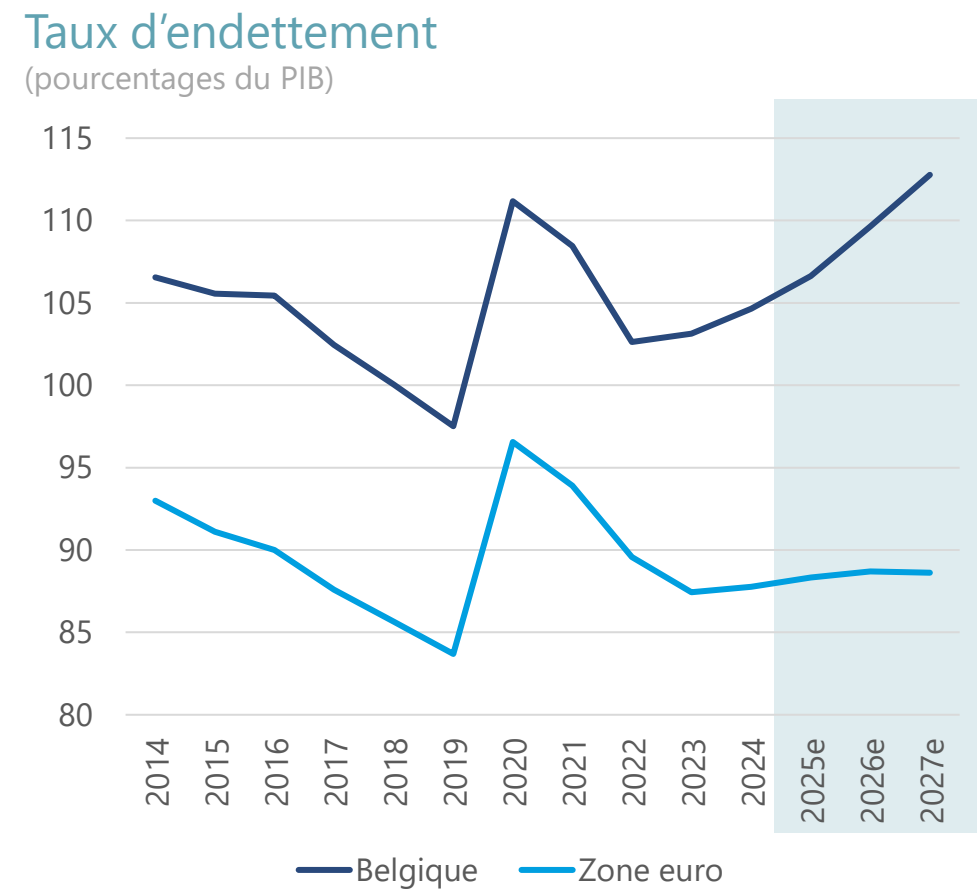
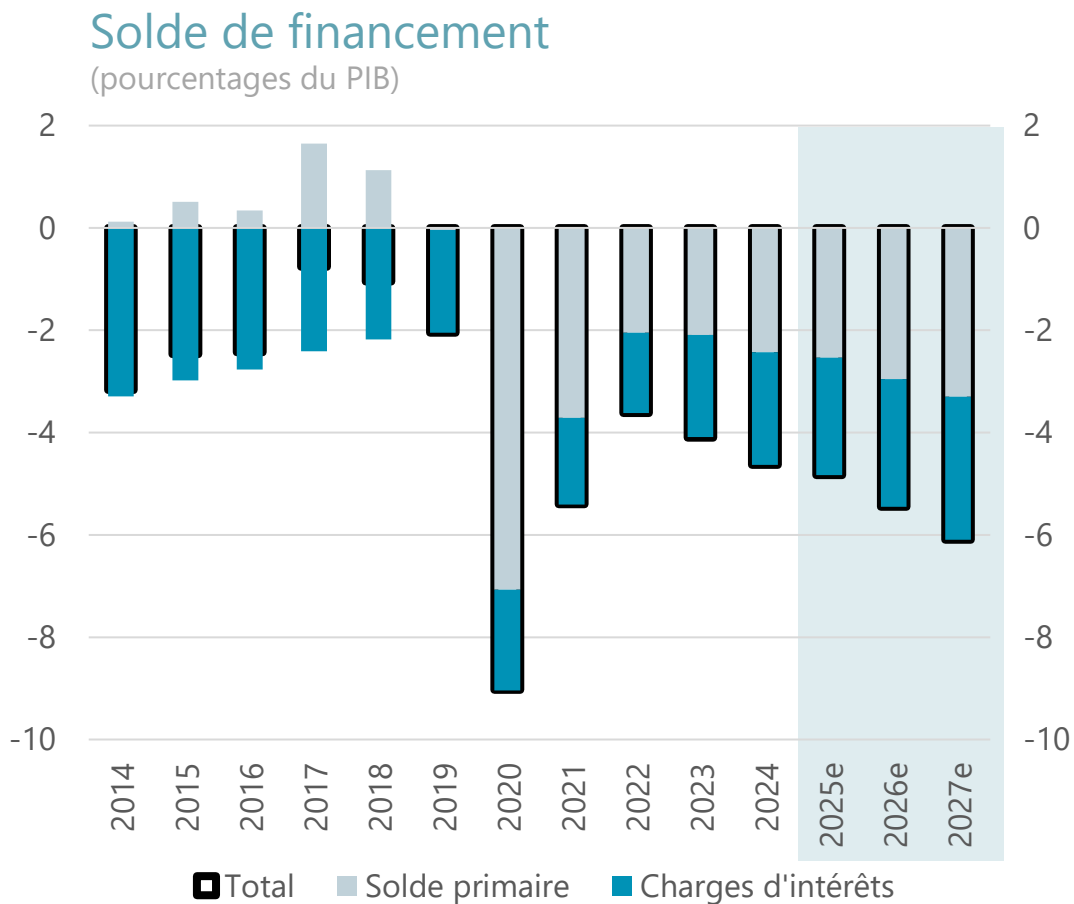
2

Quelles sont les conséquences prévisibles de l'accord de gouvernement sur le budget ?

A photograph of a business meeting. Two people are seated at a table, signing documents. One person is wearing a grey suit, and the other is wearing a white shirt. A pen is visible in the person's hand. The background shows a cityscape through a window. A semi-transparent blue rectangle is overlaid on the image, containing the title text.

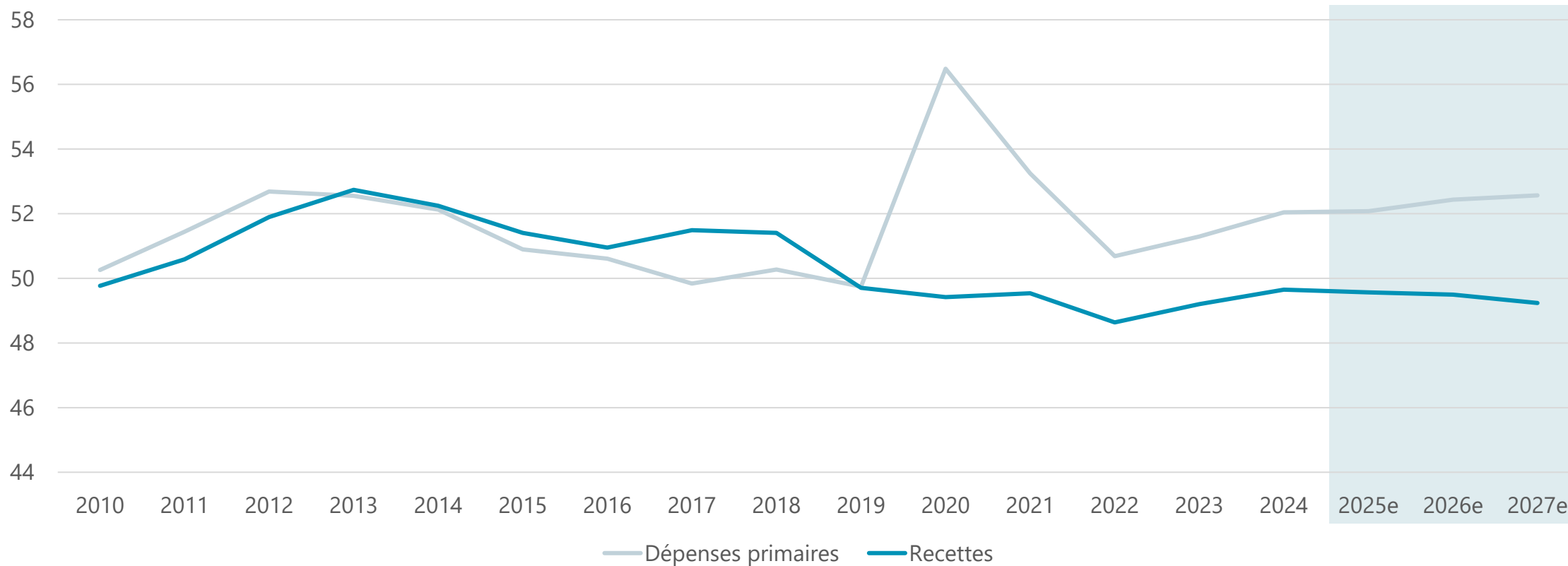
Les finances publiques avant l'accord de gouvernement

Le déficit budgétaire et la dette sont élevés

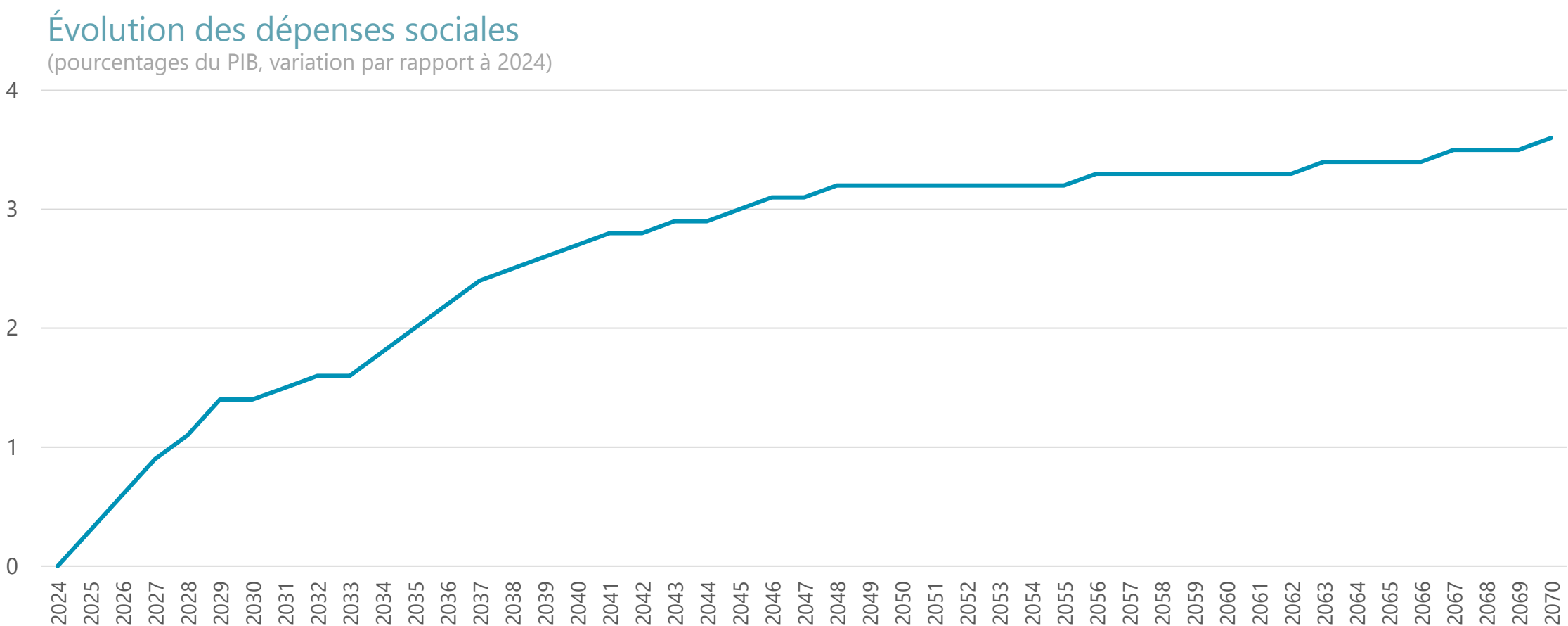


Les dépenses primaires augmentent plus vite que les recettes, qui étaient censées diminuer légèrement

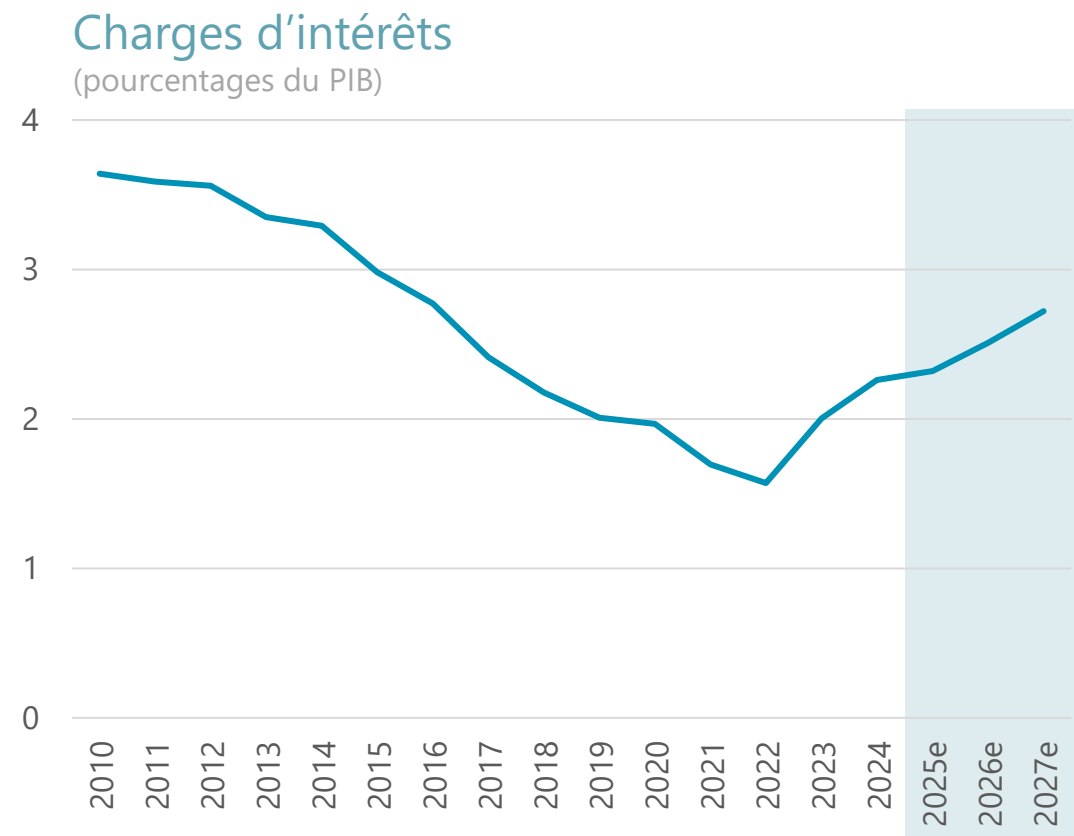
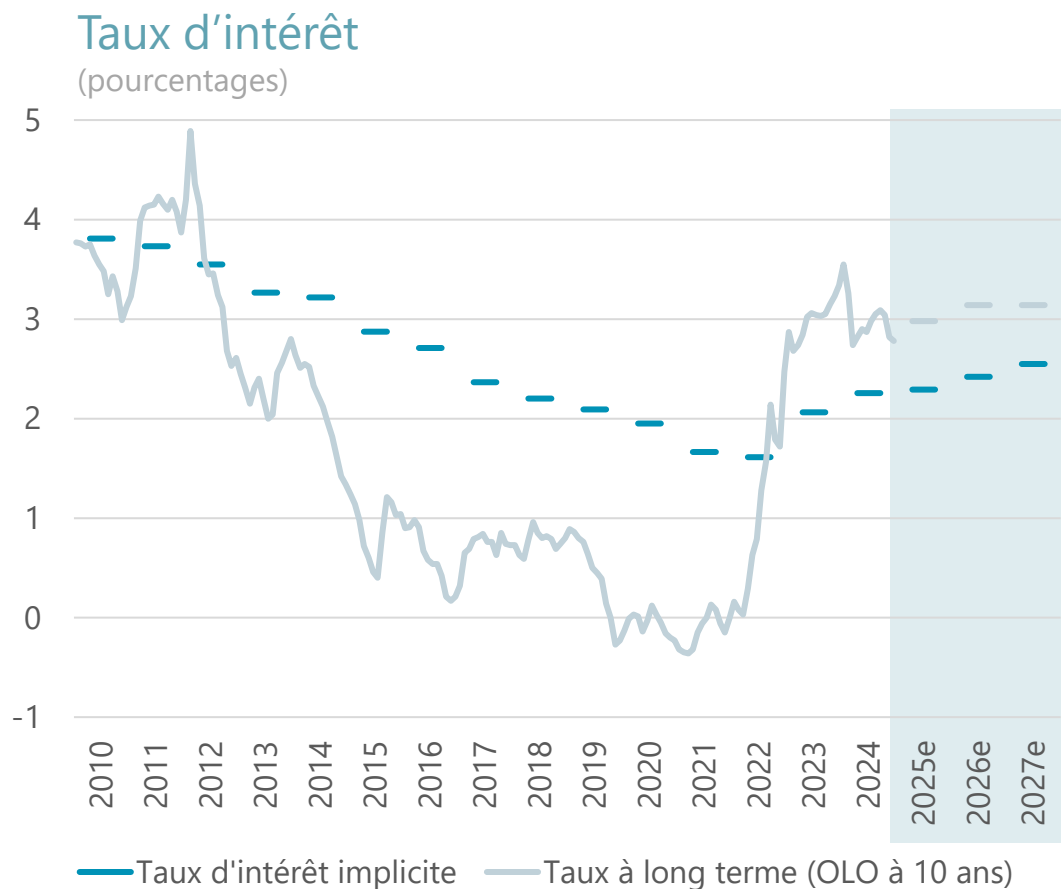
Dépenses primaires et recettes
(pourcentages du PIB)



Le coût du vieillissement mettrait les finances publiques sous pression



Après une forte baisse depuis le début des années 2010, les charges d'intérêts sont reparties à la hausse depuis 2023



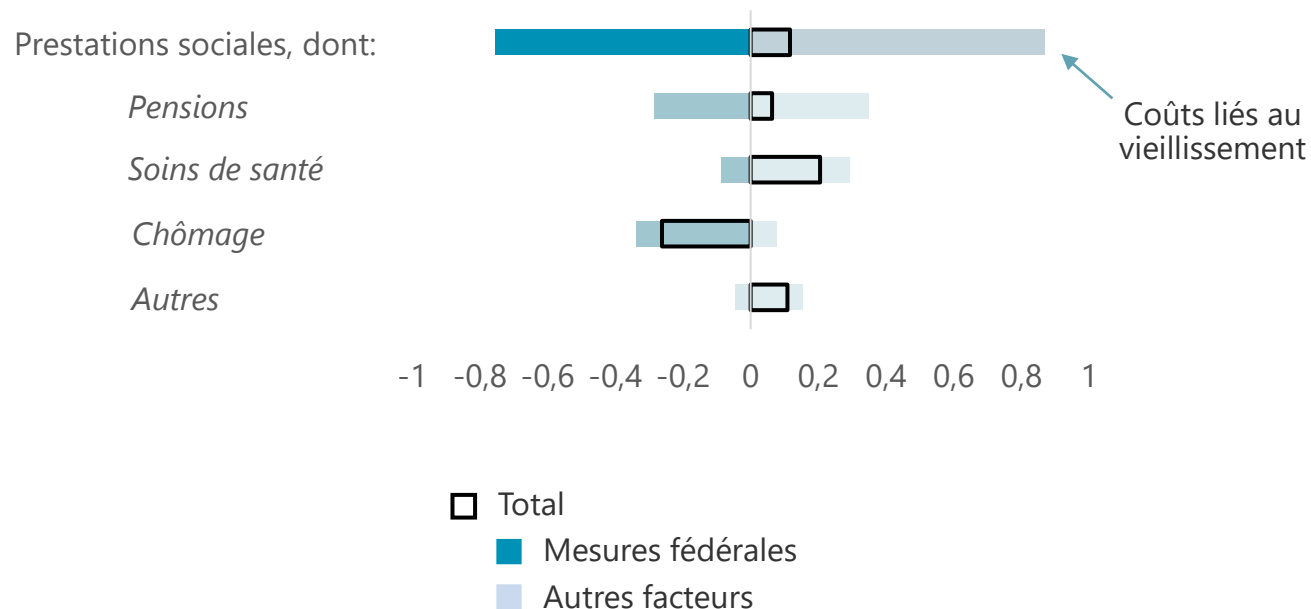
A photograph of a business meeting. Two people are seated at a table, signing documents. One person is wearing a grey suit, and the other is wearing a light-colored suit. A pen is visible in the person's hand. The background shows a cityscape through a window. A semi-transparent blue rectangle is overlaid on the image, containing the title text.

Les finances publiques avec l'accord de gouvernement

Les coûts liés au vieillissement de la population vont à l'encontre des économies réalisées dans le domaine de la sécurité sociale

Évolution des prestations sociales

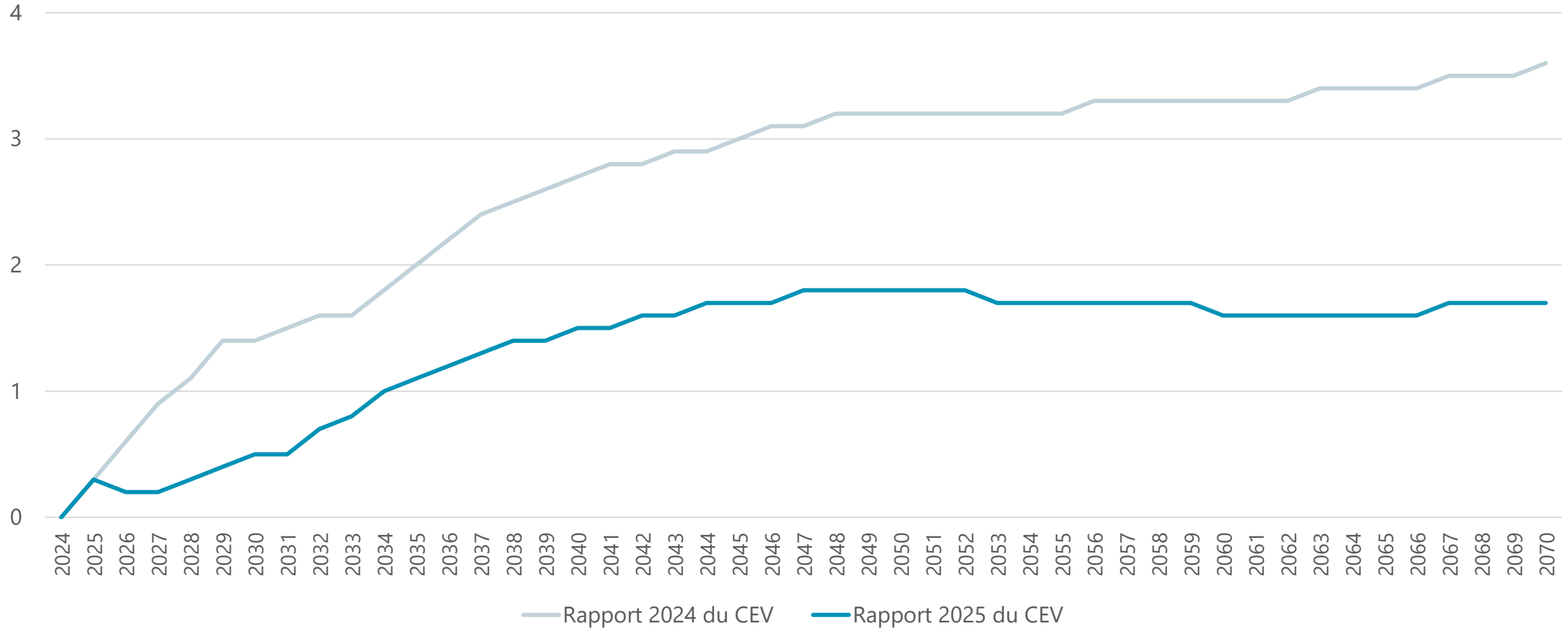
(variation en 2027 par rapport à 2024, pourcentages du PIB)



- Réforme des pensions
- Limitation de la croissance des dépenses de soins de santé
- Limitation des allocations de chômage dans le temps
- Limitation de l'adaptation des allocations les plus basses (enveloppe bien-être)

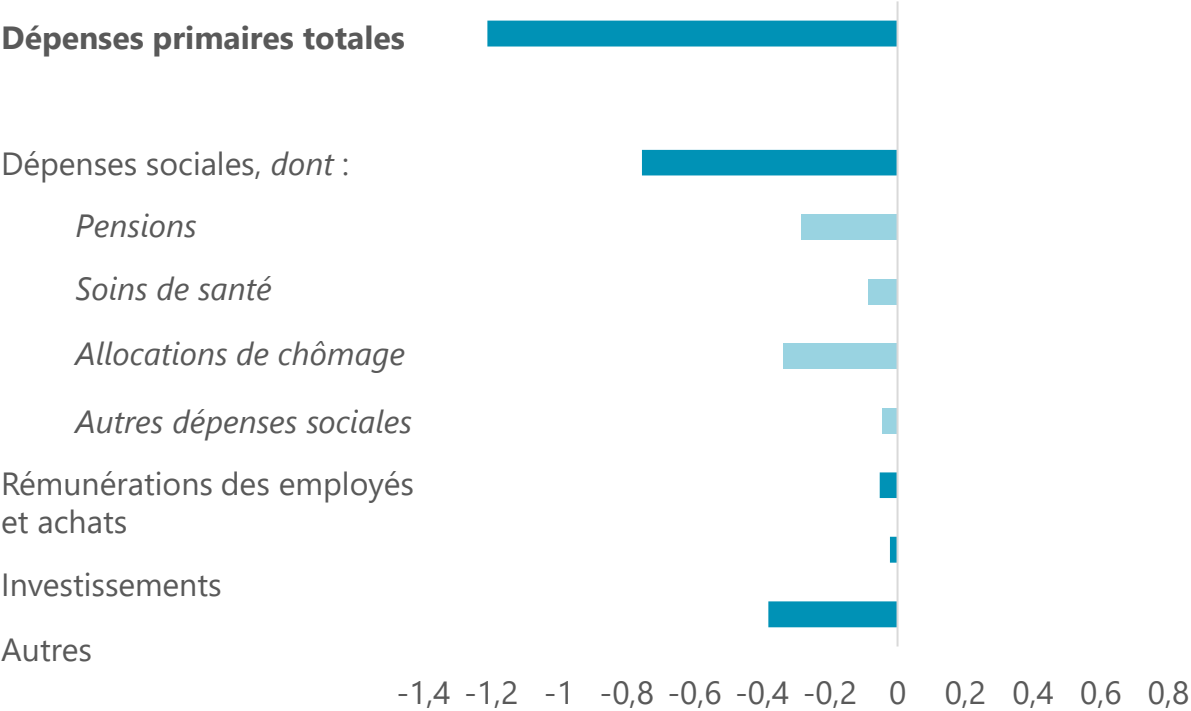
À long terme, le coût du vieillissement devrait être divisé par deux

(évolution des dépenses sociales, pourcentages du PIB, variation par rapport à 2024)

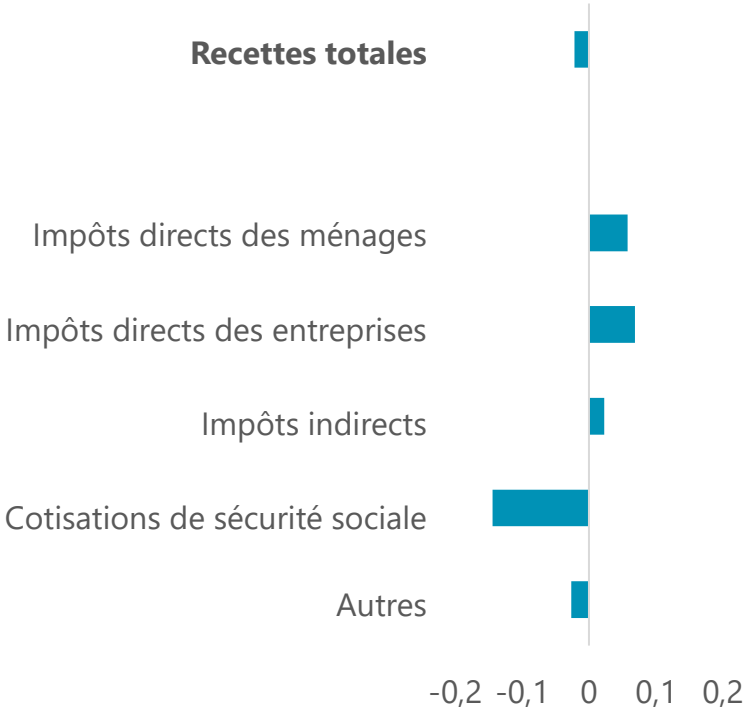


Dans l'ensemble, le gouvernement fédéral a décidé de mesures de consolidation importantes ...

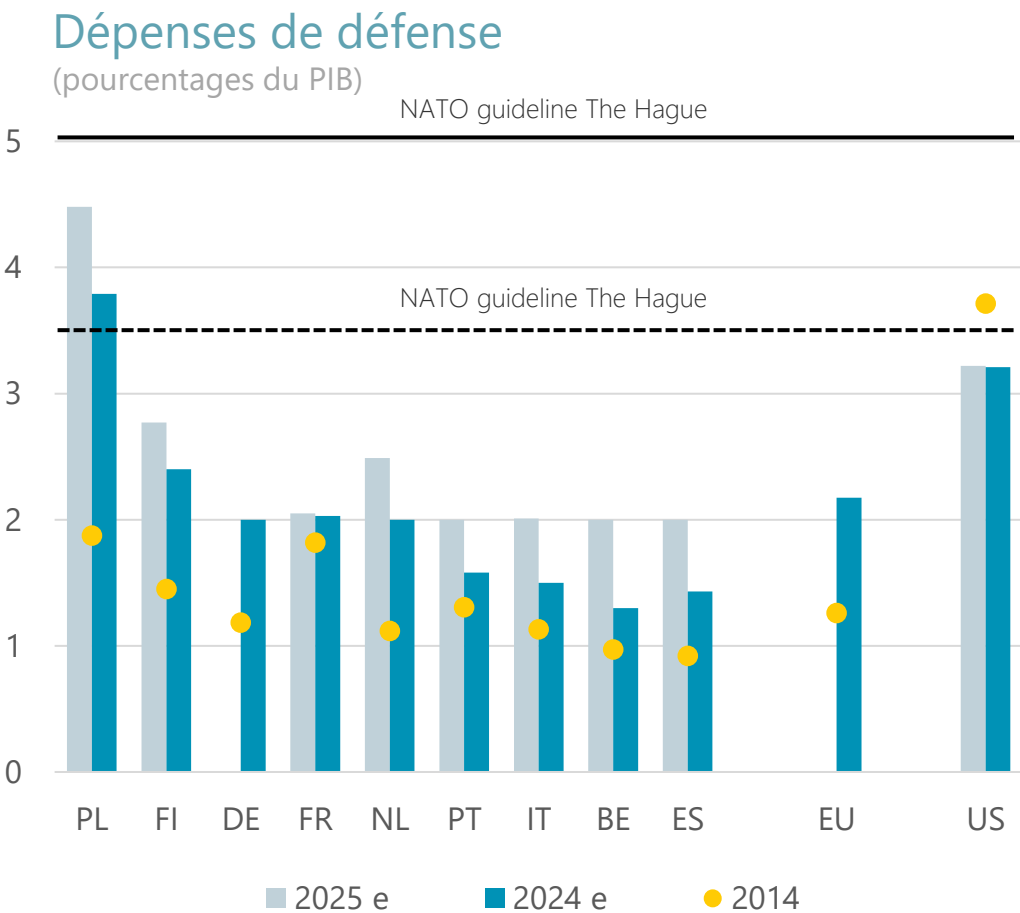
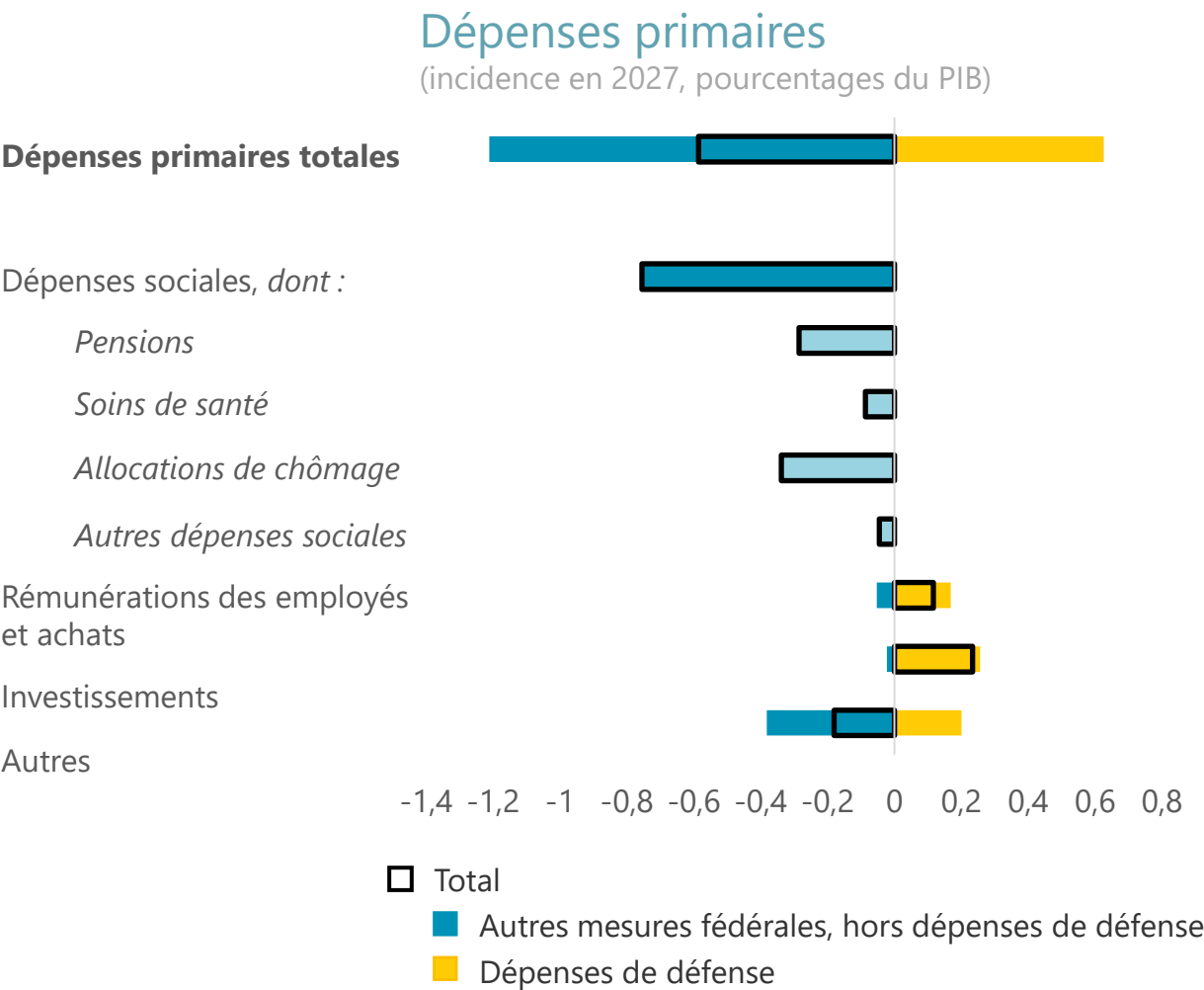
Dépenses primaires
(incidence en 2027, pourcentages du PIB)



Recettes
(incidence en 2027, pourcentages du PIB)



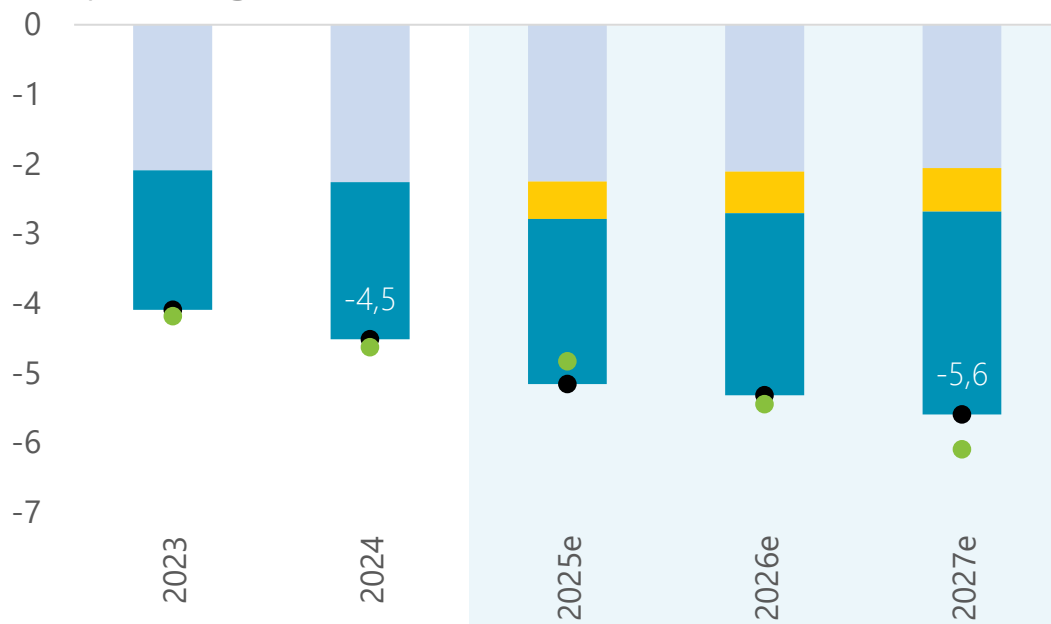
... mais les nouvelles dépenses de défense viennent partiellement contrebalancer les économies



Malgré les mesures de consolidation, le déficit budgétaire devrait continuer d'augmenter ...

Solde de financement

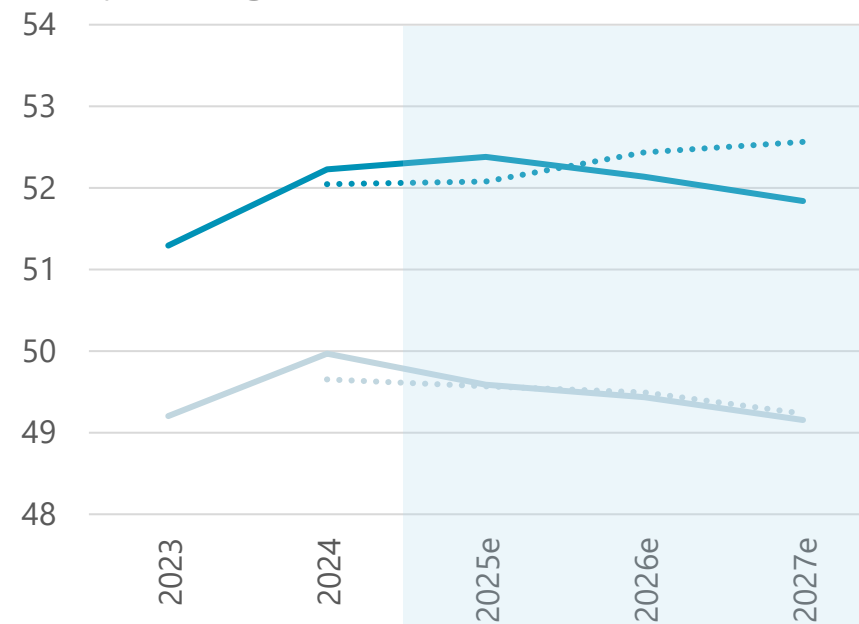
(pourcentages du PIB)



- Dépenses primaires hors défense¹
- Défense²
- Charges d'intérêts
- Total
- pm: Total – Projections de décembre 2024

Dépenses primaires et recettes

(pourcentages du PIB)



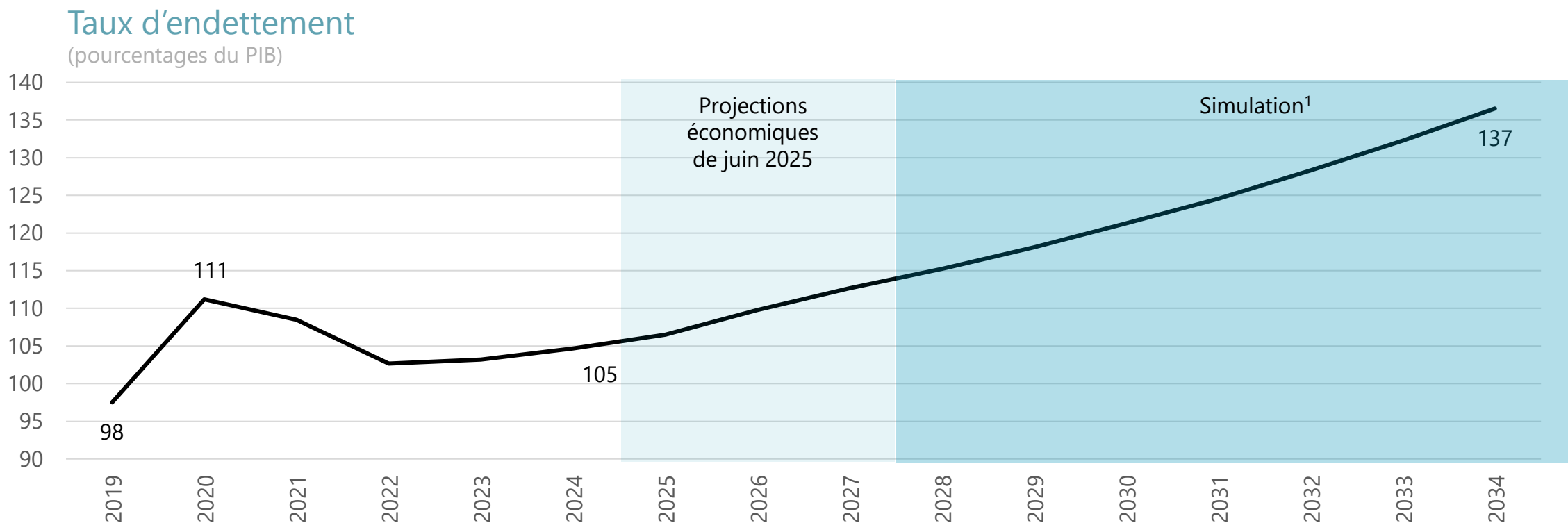
- Dépenses primaires
- À titre de référence : estimation annuelle en 2024
- Recettes
- À titre de référence : estimation annuelle en 2024

Sources : ICN, BNB.

¹ Déficit primaire hors dépenses supplémentaires de défense convenues en 2025.

² Dépenses supplémentaires en matière de défense convenues en 2025 et pouvant être prises en compte dans les règles budgétaires européennes révisées.

... tout comme le taux d'endettement !



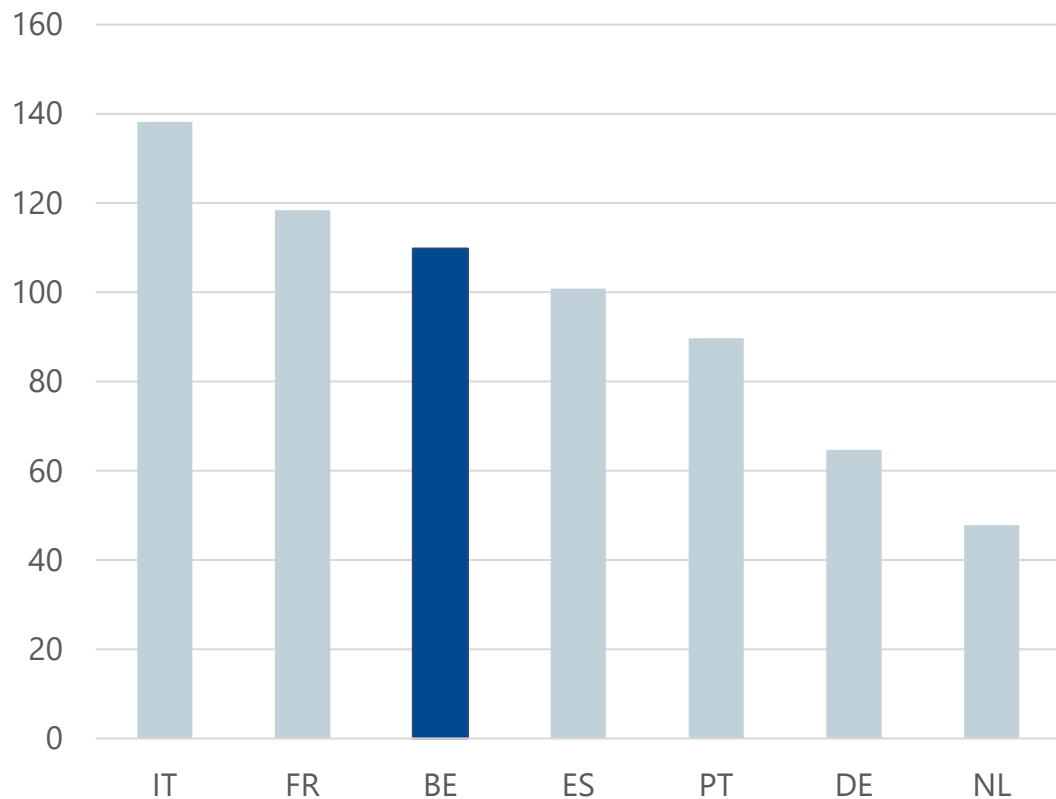
Sources : ICN, BNB.

¹ Jusqu'en 2027, les résultats sont basés sur les projections économiques de juin 2025 de la Banque, à l'exception des charges d'intérêts des administrations publiques. Celles-ci sont calculées sur la base des anticipations de marché de septembre 2025, selon lesquelles le taux d'intérêt à 10 ans des obligations de l'État belge passerait de 3,3 % en 2025 à 4,8 % en 2034. À partir de 2028, (a) le PIB réel est dérivé des projections de juin 2025 pour le PIB potentiel (l'écart de production étant supposé être comblé à partir de 2030) ; (b) l'inflation est supposée s'élever à 2 %, ce qui correspond à l'objectif de stabilité des prix ; (c) le solde primaire (en pourcentage du PIB) correspond à celui de 2027, majoré de l'augmentation annuelle attendue des coûts du vieillissement (telle que calculée dans le rapport 2025 du Comité d'étude sur le vieillissement) ; et (d) il n'y a pas de facteurs exogènes.

La dette et le déficit resteraient parmi les plus élevés d'Europe

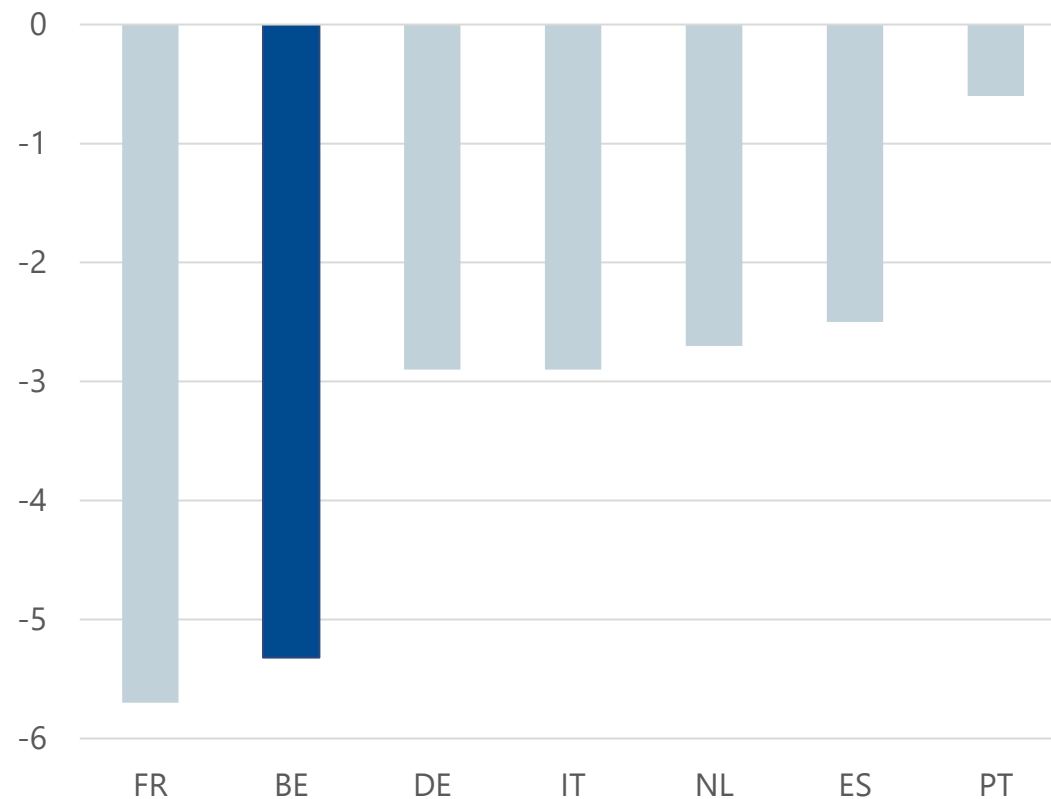
Taux d'endettement en 2026

(pourcentages du PIB)



Solde de financement en 2026

(pourcentages du PIB)



Conclusion

- Les finances publiques sont sous pression depuis plusieurs années.
- L'un des objectifs de l'accord de gouvernement est de rétablir, progressivement, la soutenabilité des finances publiques.
- Des réformes et mesures importantes ont été mises en place pour limiter les dépenses publiques.
- Les nouvelles dépenses en défense viennent partiellement compenser les baisses des dépenses amorcées par les différentes mesures et réformes.
- Malgré ces mesures de consolidation, le déficit budgétaire et la dette devraient continuer d'augmenter.
- Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour garantir la soutenabilité des finances publiques

Annexes

Pour en savoir plus :

Économie belge et marché du travail :

- [Rapport 2024 BNB – Economie belge et marché du travail](#) (Chapitre 2)
- [Older workers and retirement decisions in Belgium: mapping insights from survey data](#) (2023)
- [Conseil supérieur de l'emploi : La participation des femmes au marché du travail](#) (2023)
- [Rising number of sick pay recipients in Belgium: causes and results of reintegration policies](#) (2024)
- [Conseil supérieur de l'emploi : les réformes annoncées par le gouvernement fédéral](#) (2025)

Finances publiques

- [Rapport 2024 BNB - Développements économiques et financiers](#) (2024, chapitre 4)
- [The new European fiscal framework: Implications for fiscal policy in Belgium | Banque nationale de Belgique](#) (2024)
- [Is public spending on pensions in Belgium sustainable ? A comparison with other euro area countries | Banque nationale de Belgique](#) (2023)
- [The impact of high inflation on Belgian public finances: a simulation exercise | Banque nationale de Belgique](#) (2023)
- [How sustainable are the finances of the federal government, the regions and the communities in Belgium? | Banque nationale de Belgique](#) (2022)
- [What kind of public expenditure is high in Belgium? A comparison with neighbouring countries | Banque nationale de Belgique](#) (2021)